

CONSEIL MUNICIPAL

COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 24 JANVIER 2019

Le Conseil Municipal, convoqué en application de l'article L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni, le jeudi 24 janvier 2019 à 19H15 dans la salle du Prieuré.

Etaient présents et formant la majorité les membres suivants :

Olivier JOLY, Jean-Paul CHABANNY, Nathalie LE GALL, Alain LAURENDON, François MATHEVET, Béatrice DAUPHIN, René FRANÇON, Catherine DE VILLOUTREYS, Christophe BLOIN, Paul JOANNEZ, Jocelyne SIENNAT, Christine GIBERT, René BENEVENT, Jérôme SAGNARD, Françoise DESFÊTES, Alexandra DUFOUR, Jean-Baptiste CHOSSY, Michel GARDE, Carole OLLE, Georges CHARPENAY, Jean-Pierre BRAT, Mireille CARROT

Etaient absents :

Ghyslaine POYET, Jean-Pierre GUYONY, Pierre GRANGE, Annie DE MARTIN DE VIVIES, Pascale PELOUX, Alain BERTHEAS, Olivier TIFFET, Pascale HULAIN, Sylvie ROSNOBLET, Carole TAVITIAN, Alain NOIRY

Avaient donné procuration :

Pierre GRANGE à Nathalie LE GALL, Annie DE MARTIN DE VIVIES à Jérôme SAGNARD, Pascale PELOUX à René FRANÇON, Alain BERTHEAS à Alain LAURENDON, Olivier TIFFET à François MATHEVET, Pascale HULAIN à Françoise DESFÊTES, Carole TAVITIAN à Jean-Paul CHABANNY, Alain NOIRY à Jean-Baptiste CHOSSY

Secrétaire de séance : Madame Jocelyne SIENNAT

L'Assemblée approuve le compte-rendu du Conseil Municipal du 20 décembre 2018.

N° 2019-152 : AFFAIRES GENERALES : DECISIONS PRISES PAR MONSIEUR LE MAIRE DANS LE CADRE DES DELEGATIONS D'ATTRIBUTION

Le Conseil Municipal prend acte des décisions prises par Monsieur le Maire dans le cadre de la délégation qu'il a reçue par délibération du 10 avril 2014.

C'est pourquoi, il est demandé à l'Assemblée de bien vouloir prendre acte des décisions suivantes :

Décision n° 2018-132 – VENTE DE LITS COUCHETTES ENFANTS

- La commune a constitué un stock de lits couchettes, au fur et à mesure du renouvellement du mobilier dans le secteur enfance. Il a été décidé de les vendre d'occasion au prix unitaire de 12 €.

Décision n° 2018-133 – ETUDE GEOTECHNIQUE DES SOLS - AMENAGEMENT DES BORDS DE LOIRE

- En application des dispositions de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, une étude géotechnique des sols dans le cadre des travaux d'aménagement des bords de Loire, a été confiée à la société CELIGEO de SAINT-JOSEPH (42800) pour un montant de 1 920 € HT.

Décision n° 2018-134 – CONTRAT DE COORDINATION SECURITE PROTECTION DE LA SANTE (CSPS) – AMENAGEMENT DES BORDS DE LOIRE

- En application des dispositions de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, une mission de coordination sécurité protection de la santé (CSPS) a été confiée, dans le cadre des travaux d'aménagement des bords de Loire, à l'agence ALPES CONTROLE de VILLARS (42390), aux conditions suivantes :
 - Coût : 6 735 € HT pour un montant de travaux estimé à 3 000 000 € HT.

Décision n° 2018-135 – AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET CLIMATIQUES DES BATIMENTS COMMUNAUX

- Conclusion d'un avenant n° 1 pour prolonger d'une durée de 3 mois l'exécution du marché, soit jusqu'au 31 mars 2019, afin d'assurer la continuité de l'entretien et de la maintenance. Le marché est composé de 2 lots, à savoir :
 - Lot 1 : entretien des chaudières, centrales d'air, climatisation et régulation des bâtiments communaux conclu avec l'entreprise BEALEM de Montrond-Les-Bains (42210),
 - Lot 2 : entretien de la structure multi-accueil « les Matelots » conclu avec l'entreprise DB FLUIDES de Saint-Just Saint-Rambert (42170).

Décision n° 2018-136 – FORMATION PROFESSIONNELLE A DESTINATION D'UN AGENT DU SERVICE DES « ESPACES VERTS »

- En application des dispositions de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, la formation d'un agent des « espaces verts » a été confiée au Centre de Formation Professionnelle des Adultes (CFPA) de Montravel à VILLARS (42390), aux conditions suivantes :
 - Durée : 1 journée de 7 heures
 - Coût : 15 € / heure, soit 105 €

Décision n° 2018-137 – AVENANT A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL COMMUNAL - CYCLOS VTT

- Renouvellement de la convention de mise à disposition, à titre gratuit, avec l'association CYCLOS VTT, du local situé place du Tabagnon, à Saint-Just Saint Rambert.
 - Durée d'un an, à compter du 1^{er} janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019. Elle ne peut être reconduite que de façon expresse, par avenant.

Décision n° 2019-1 – CONTRAT POUR DES AUTO-CONTROLES SANITAIRES - HYGIENE ALIMENTAIRE POUR LES CUISINES SCOLAIRES

- En application des dispositions de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, une mission a été confiée au laboratoire CERES de Villeneuve-De-Berg (07170) pour réaliser des auto-contrôles sanitaires pour les cuisines scolaires, aux conditions suivantes :
 - Coût annuel : 1 393,80 € HT,
 - Durée : un an à compter de la signature du contrat.

Décision n° 2019-2 – CONTRAT DE MAINTENANCE DES LOGICIELS MUNICIPAL (gestion de la police municipale) et CANIS (gestion des animaux dangereux) CONCLU AVEC LOGITUD SOLUTIONS

- En application des dispositions de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, le contrat de maintenance pour les logiciels utilisés par la Police Municipale, à savoir MUNICIPAL et CANIS, a été confié à la société LOGITUD SOLUTIONS, aux conditions suivantes :
 - Durée : du 1^{er} janvier 2019 pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2019, renouvelable pour une période d'un an, deux fois maximum.
 - Tarif forfaitaire annuel : 927,70 € HT

N° 2019-153 : AFFAIRES INTERCOMMUNALES : APPROBATION DE LA CONVENTION DE TRANSPORT POUR LA FOURRIERE ANIMALE A CONCLURE AVEC LE "DOMAINE DES MURIERS"

Il est proposé de signer une convention avec « le Domaine des Mûriers » pour lui confier la prise en charge et le transport des animaux depuis le Centre Technique Municipal de Saint-Just Saint-Rambert jusqu'à la fourrière située à Saint-Etienne-le-Molard.

Les frais kilométriques pour le déplacement aller / retour, s'élèvent à 0,70 € par kilomètre. Ces frais seront à la charge de la Commune uniquement si le propriétaire de l'animal n'est pas retrouvé ou refuse de le récupérer.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte cette délibération par 25 voix pour et 5 abstentions (Michel GARDE, Carole OLLE, Georges CHARPENAY, Jean-Pierre BRAT, Mireille CARROT)

- **APPROUVE** la convention de transport à conclure avec le « Domaine des Mûriers », délégataire en charge de la fourrière animale pour le compte de Loire Forez agglomération,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention, telle qu'elle a été présentée, ainsi que toute autre pièce administrative nécessaire à la poursuite de cette affaire.
- **DIT** que la dépense correspondante sera inscrite au chapitre 011 du budget communal.

Monsieur BRAT fait observer qu'il est dommage de confier une opération qui relève du service public à un opérateur privé.

Monsieur JOLY rappelle que cette convention fait suite à la procédure de délégation de service public conduite par Loire Forez agglomération pour confier la gestion de la fourrière animale. Il s'agit de la même problématique pour l'ensemble des communes de Loire Forez agglomération.

N° 2019-154 : AFFAIRES INTERCOMMUNALES : PRESENTATION DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) 2019-2025 - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte cette délibération par 25 voix pour et 5 abstentions (Michel GARDE, Carole OLLE, Georges CHARPENAY, Jean-Pierre BRAT, Mireille CARROT)

- **DONNE** un avis **FAVORABLE** sur le Programme Local de l'Habitat 2019-2025, tel qu'il a été présenté.

Monsieur LAURENDON précise que pour la Commune de Saint-Just Saint-Rambert, il y a 682 logements créés pour 6 ans dans le PLH, soit une moyenne de 115 par an.

Depuis 3 ans, il y a une centaine de demandes de permis de construire enregistrées par an (construction + réhabilitation).

La commune de Saint-Just Saint-Rambert reste dans une évolution de la construction normale.

Monsieur BRAT fait remarquer que globalement ils sont d'accord sur le principe du PLH. Mais, il ajoute qu'un point bloque, à savoir le recul des 20% de logements sociaux à 2035.

N° 2019-155 : AFFAIRES ENVIRONNEMENTALES : INSTALLATION CLASSEE SOUMISE A AUTORISATION - SARL GOODMAN FRANCE A SURY LE COMTAL - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte cette délibération par 26 voix pour, 3 abstentions (Carole OLLE, Jean-Pierre BRAT, Mireille CARROT) et 1 contre (Michel GARDE)

- **DONNE** un avis **FAVORABLE** à la demande d'autorisation environnementale présentée le 19 juin 2018, par la société GOODMAN FRANCE en vue d'exploiter un entrepôt de stockage de matières combustibles pour un volume de 805 595 m³ à Sury-le-Comtal (42450).

Dans le cadre des échanges, Monsieur BRAT insiste sur les deux enjeux principaux de ce projet, à savoir :

- *l'augmentation du trafic induite,*
- *la gestion des eaux pluviales.*

Il évoque la réhabilitation de la voie ferrée entre Bonson et Saint-Marcellin en Forez.

Monsieur JOLY ajoute que c'est le souhait du porteur de projet de faire du transport multimodal, d'aller vers le fret. Il annonce la création de 250 emplois.

N° 2019-156 : AFFAIRES SOCIALES : APPROBATION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT 2019-2022 A CONCLURE AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA LOIRE (CAF) - ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT PERISCOLAIRE

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte à l'unanimité cette délibération.

- **APPROUVE** la convention d'objectifs et de financement 2019-2022 à conclure avec la CAF de la Loire, telle qu'elle a été présentée,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à la signer, ainsi que toute autre pièce se rapportant à ce dossier,
- **DIT** que la recette correspondante sera inscrite au chapitre 74 du budget communal.

N° 2019-157 : FINANCES : DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'ETAT AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) ET DU FONDS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL (FSIL) - EXERCICE 2019

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte à l'unanimité cette délibération.

- **APPROUVE** le projet de rénovation thermique de la salle polyvalente, pour un montant prévisionnel de 245 000 € HT,
- **DECIDE** de solliciter l'attribution d'une subvention au titre de la DETR 2019 et du FSIL 2019, au taux maximum, pour ces travaux,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce nécessaire à la poursuite de ce dossier,
- **DIT** que la dépense correspondante sera inscrite au chapitre 23 du budget communal,
- **DIT** que la recette correspondante sera inscrite au chapitre 13 du budget communal.

N° 2019-158 : FINANCES : SOLLICITATION D'UN FONDS DE CONCOURS AUPRES DE LOIRE FOREZ DANS LE CADRE DU DISPOSITIF "CERCLE VERTUEUX D'ENERGIE" - TRAVAUX DE RENOVATION THERMIQUE SALLE POLYVALENTE

Départ de Monsieur MATHEVET

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte à l'unanimité cette délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter un fonds de concours auprès de Loire Forez agglomération dans le cadre du projet de rénovation thermique de la salle polyvalente,
- **S'ENGAGE** à ré-abonder au fonds d'investissement dans les conditions précitées,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de versement de fonds de concours,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce afférente à ce dossier,
- **DIT** que la dépense correspondante sera inscrite au chapitre 23 du budget communal,
- **DIT** que la recette correspondante sera inscrite au chapitre 13 du budget communal.

N° 2019-159 : FINANCES : SOLLICITATION D'UN FONDS DE CONCOURS AUPRES DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIES DE LA LOIRE (SIEL) DANS LE CADRE DU DISPOSITIF " RENOLUTION 42"

Retour de Monsieur MATHEVET

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte à l'unanimité cette délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter un fonds de concours auprès du SIEL dans le cadre du projet de rénovation thermique de la salle polyvalente,
- **S'ENGAGE** à reverser au SIEL-TE l'intégralité des CEE (Certificats d'Economie d'Energie) générés par cette opération,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de versement de fonds de concours,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes pièces afférentes à ce dossier,
- **DIT** que la dépense correspondante sera inscrite au chapitre 23 du budget communal,
- **DIT** que la recette correspondante sera inscrite au chapitre 13 du budget communal.

N° 2019-160 : FINANCES : AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE AVEC LE DEPARTEMENT POUR DES TRAVAUX D'EXTENSION ET D'INSTALLATION DE LA VIDEOPROTECTION AUX ABORDS DU COLLEGE ANNE FRANK

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte à l'unanimité cette délibération.

- **APPROUVE** l'avenant n°1 à la convention de participation financière conclue avec le Département pour les travaux d'extension et d'installation d'une caméra aux abords du collège Anne Frank,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à le signer ainsi que toute autre pièce administrative se rapportant à ce dossier,
- **DIT** que la dépense correspondante sera inscrite au chapitre 21 du budget communal,
- **DIT** que la recette correspondante sera inscrite au chapitre 13 du budget communal.

N° 2019-161 : MARCHES PUBLICS : APPROBATION DE L'AVENANT N°1 AU CONTRAT DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES BORDS DE LOIRE

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte cette délibération par 27 voix pour et 3 abstentions (Carole OLLE, Jean-Pierre BRAT, Mireille CARROT)

- **FIXE** la rémunération définitive du maître d'œuvre au montant de 367 450 € HT,
- **ACCEPTE** la tranche optionnelle n°6,
- **ACCEPTE** la nouvelle répartition des honoraires au sein de l'équipe de maîtrise d'œuvre, telle que présentée ci-dessous :

| | | | | | | | | | | | | | |
|-----------------------------|---------|---|------------|-------|---|--------|---------------|--------|--------------|--|--|--|------------------|
| Montant travaux global HT | | | | | 3 000 000,00 € HT | | | | | | | | |
| Taux indicatif Mission MOE | | | | | 12,248% | | | | | | | | |
| Montant mission MOE HT | | | | | 367 450,00 € | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| (*) hono ss traitant Cobalt | | Montant H.T. | Axe Saône | | Axe Saône(*) | | SUEZ | | | | | | Dont part Cobalt |
| | | | mandataire | | Urbanisme, Paysage, Architecture, Q.E.B. | | B.E.T. V.R.D. | | | | | | |
| | | Partiel | Cumulé | % | Montant | % | Montant | % | Montant | | | | |
| | | Tranche Ferme | | | | | | | | | | | |
| ESQ | 2,29% | 8 400,00 € | | 4,76% | 400,00 | 85,71% | 7 200,00 | 9,52% | 800,00 | | | | 0,00 |
| APS | 8,76% | 32 200,00 € | | 4,97% | 1 600,00 | 79,50% | 25 600,00 | 15,53% | 5 000,00 | | | | 5 000,00 |
| APD | 10,48% | 38 500,00 € | | 3,90% | 1 500,00 | 83,12% | 32 000,00 | 12,99% | 5 000,00 | | | | 7 500,00 |
| PRO | 22,82% | 83 850,00 € | | 4,71% | 3 950,00 | 58,91% | 49 400,00 | 36,37% | 30 500,00 | | | | 8 750,00 |
| DCE | 6,64% | 24 400,00 € | | 4,92% | 1 200,00 | 56,56% | 13 800,00 | 38,52% | 9 400,00 | | | | |
| ACT | 5,42% | 19 900,00 € | | 4,77% | 950,00 | 46,98% | 9 350,00 | 48,24% | 9 600,00 | | | | |
| | | Tranche Optionnelle 01 : B1 : 810 000 € | | | | | | | | | | | |
| EXE | 2,01% | 7 398,00 € | | 5,47% | 405,00 | 57,66% | 4 266,00 | 36,86% | 2 727,00 | | | | 0,00 |
| DET | 7,35% | 27 000,00 € | | 4,50% | 1 215,00 | 34,40% | 9 288,00 | 61,10% | 16 497,00 | | | | 1 010,00 |
| AOR | 1,31% | 4 806,00 € | | 4,78% | 229,50 | 48,03% | 2 308,50 | 47,19% | 2 268,00 | | | | 0,00 |
| OPC | 1,10% | 4 050,00 € | | 6,00% | 243,00 | 57,00% | 2 308,50 | 94,00% | 3 807,00 | | | | 0,00 |
| | | Tranche Optionnelle 02 : B2 : 780 000 € | | | | | | | | | | | |
| EXE | 1,94% | 7 124,00 € | | 5,47% | 390,00 | 57,66% | 4 108,00 | 36,86% | 2 626,00 | | | | 0,00 |
| DET | 7,08% | 26 000,00 € | | 4,50% | 1 170,00 | 34,40% | 8 944,00 | 61,10% | 15 886,00 | | | | 975,00 |
| AOR | 1,26% | 4 628,00 € | | 4,78% | 221,00 | 48,03% | 2 223,00 | 47,19% | 2 184,00 | | | | 0,00 |
| OPC | 1,06% | 3 900,00 € | | 6,00% | 234,00 | 0,00% | 0,00 | 94,00% | 3 666,00 | | | | 0,00 |
| | | Tranche Optionnelle 03 : A1 : 630 000 € | | | | | | | | | | | |
| EXE | 1,57% | 5 754,00 € | | 5,47% | 315,00 | 57,66% | 3 318,00 | 36,86% | 2 121,00 | | | | 0,00 |
| DET | 5,72% | 21 000,00 € | | 4,50% | 945,00 | 34,40% | 7 224,00 | 61,10% | 12 831,00 | | | | 790,00 |
| AOR | 1,02% | 3 738,00 € | | 4,78% | 178,50 | 48,03% | 1 795,50 | 47,19% | 1 764,00 | | | | 0,00 |
| OPC | 0,86% | 3 150,00 € | | 6,00% | 189,00 | 0,00% | 0,00 | 94,00% | 2 961,00 | | | | 0,00 |
| | | Tranche Optionnelle 04 : C1 : 200 000 € | | | | | | | | | | | |
| EXE | 0,50% | 1 826,67 € | | 5,47% | 100,00 | 57,66% | 1 053,33 | 36,86% | 673,33 | | | | 0,00 |
| DET | 1,81% | 6 666,67 € | | 4,50% | 300,00 | 34,40% | 2 293,33 | 61,10% | 4 073,33 | | | | 250,00 |
| AOR | 0,32% | 1 186,67 € | | 4,78% | 56,67 | 48,03% | 570,00 | 47,19% | 560,00 | | | | 0,00 |
| OPC | 0,27% | 1 000,00 € | | 6,00% | 60,00 | 0,00% | 0,00 | 94,00% | 940,00 | | | | 0,00 |
| | | Tranche Optionnelle 05 : B4 : 280 000 € | | | | | | | | | | | |
| EXE | 0,70% | 2 557,33 € | | 5,47% | 140,00 | 57,66% | 1 474,67 | 36,86% | 942,67 | | | | 0,00 |
| DET | 2,54% | 9 333,33 € | | 4,50% | 420,00 | 34,40% | 3 210,67 | 61,10% | 5 702,67 | | | | 350,00 |
| AOR | 0,45% | 1 661,33 € | | 4,78% | 79,33 | 48,03% | 798,00 | 47,19% | 784,00 | | | | 0,00 |
| OPC | 0,38% | 1 400,00 € | | 6,00% | 84,00 | 0,00% | 0,00 | 94,00% | 1 316,00 | | | | 0,00 |
| | | Tranche Optionnelle 06 : A2 : 300 000 € | | | | | | | | | | | |
| EXE | 0,75% | 2 740,00 € | | 5,47% | 150,00 | 57,66% | 1 580,00 | 36,86% | 1 010,00 | | | | 0,00 |
| DET | 2,72% | 10 000,00 € | | 4,50% | 450,00 | 34,40% | 3 440,00 | 61,10% | 6 110,00 | | | | 375,00 |
| AOR | 0,48% | 1 780,00 € | | 4,78% | 85,00 | 48,03% | 855,00 | 47,19% | 840,00 | | | | 0,00 |
| OPC | 0,41% | 1 500,00 € | | 6,00% | 90,00 | 0,00% | 0,00 | 94,00% | 1 410,00 | | | | 0,00 |
| Total HT | 100,00% | 367 450,00 € | | 4,72% | 17 350,00 € | 54% | 198 408,50 € | 41,91% | 154 000,00 € | | | | 6,80% |
| TVA | | 73 490,00 € | | | 3 470,00 € | | | | 30 800,00 € | | | | |
| Total TTC | | 440 940,00 € | | | 20 820,00 € | | | | 184 800,00 € | | | | |

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1, tel qu'il a été présenté,
- **DIT** que la dépense correspondante sera inscrite au chapitre 23 du budget communal.

N° 2019-162 : TRAVAUX : SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIES DE LA LOIRE - FONDS DE CONCOURS POUR LES TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DE RESEAUX - ROUTE DE BONSON

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte à l'unanimité cette délibération.

- **PREND** acte que le SIEL, dans le cadre des compétences transférées par la Commune, assure la maîtrise d'ouvrage des travaux d'enfouissement de réseaux route de Bonson, dans les conditions indiquées ci-dessous, étant entendu qu'après étude des travaux, le dossier sera soumis à Monsieur le Maire pour information avant exécution :

| Détail | Montant | % - PU | Participation Commune |
|--|---------------------|--------|-----------------------|
| Dissimulation – Route de Bonson | 491 470 € HT | 94,00% | 461 981 € |
| Génie civil télécom – Route de Bonson | 145 700 € HT | 75,00% | 109 275€ |
| Kits illuminations + encastrés chemins piétons | 46 394 € HT | 98,00% | 45 466 € |
| TOTAL | 683 564 € HT | | 616 723 € |

- **APPROUVE** le montant des travaux et la participation prévisionnelle de la Commune, étant entendu que le fonds de concours sera calculé sur le montant réellement exécuté,
- **DECIDE** d'amortir ce fonds de concours en 15 années,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces à intervenir,
- **DIT** que la dépense correspondante sera inscrite au chapitre 204 du budget communal.

N° 2019-163 : PATRIMOINE : CESSION DU TENEMENT IMMOBILIER SIS 21 RUE DE LA MARINE - APPROBATION D'UN AVENANT AU COMPROMIS DE VENTE - MODIFICATION DE LA CLAUSE DE SUBSTITUTION

La Commune a cédé à la SAS POXOP représentée par Monsieur ACHOUR le tènement immobilier, sis 21 rue de la Marine, au prix de 115 000 €. Le compromis de vente correspondant à cette cession a été signé le 18 avril 2017. La société POXOP a fait part de son souhait de substituer une autre société dans les droits qu'elle tient du compromis susvisé.

La faculté de substitution n'étant pas prévue au compromis, il y a lieu de signer un avenant la prévoyant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte à l'unanimité cette délibération.

- **AUTORISE** le report de la date de réitération au 31 mars 2019,
- **AUTORISE** la faculté de substitution pour l'acquéreur,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant ainsi que toute autre pièce administrative se rapportant à ce dossier,
- **DIT** que la recette correspondante sera inscrite au chapitre 77 du budget communal.

N° 2019-164 : FINANCES : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU BENEFICE DE L'ASSOCIATION "LES AMIS D'ELZEARD"

L'association « LES AMIS D'ELZEARD », qui a vocation à protéger, conserver et restaurer les espaces naturels, va participer à la création d'un parc écologique dans les jardins du Prieuré.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte à l'unanimité cette délibération.

- **ATTRIBUE** une subvention exceptionnelle de 5 000 € à l'association « LES AMIS D'ELZEARD », au titre de l'exercice 2019,
- **DIT** que la dépense correspondante sera inscrite au chapitre 65 du budget communal.

Monsieur le Maire annonce l'organisation de 4 soirées, de 19H à 21H, dans la cadre du GRAND DEBAT :

- Mercredi 6 février 2019 : transition écologique
- Mercredi 13 février 2019 : démocratie et citoyenneté
- Mercredi 20 février 2019 : organisation de l'Etat et des services publics
- Mercredi 6 Mars 2019 : fiscalité et les dépenses publiques.

La séance est levée à 20H25.

Le prochain Conseil Municipal aura lieu :

le jeudi 14 février 2019 à 19H15,

salle du Prieuré, rue De Simiane de Montchal